

- c) ne peuvent créer, en Allemagne, une succursale considérée comme une entreprise de l'industrie du bâtiment lorsque son personnel est exclusivement chargé de tâches de gestion, de vente, de planification, de contrôle ou de travaux à façon, mais doivent, pour qu'une succursale soit considérée comme telle, employer dans cette succursale, sur le marché du travail allemand, des ouvriers qui réalisent sur des chantiers plus de 50 % du temps de travail global du personnel,

la République fédérale d'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 52 et 59 du traité CE (devenus, après modification, articles 43 CE et 49 CE).

- 2) La République fédérale d'Allemagne est condamnée aux dépens.

(¹) JO C 63 du 4.3.2000.

ARRÊT DE LA COUR

(cinquième chambre)

du 18 octobre 2001

dans l'affaire C-19/00 (demande de décision préjudicielle de la Supreme Court): SIAC Construction Ltd contre County Council of the County of Mayo (¹)

(«**Marchés publics de travaux — Attribution à l'offre économiquement la plus avantageuse — Critères d'attribution**»)

(2001/C 369/07)

(Langue de procédure: l'anglais)

(Traduction provisoire; la traduction définitive sera publiée au «Recueil de la Jurisprudence de la Cour»)

Dans l'affaire C-19/00, ayant pour objet une demande adressée à la Cour, en application de l'article 234 CE, par la Supreme Court (Irlande) et tendant à obtenir, dans le litige pendant devant cette juridiction entre SIAC Construction Ltd et County Council of the County of Mayo, une décision à titre préjudiciel sur l'interprétation de l'article 29 de la directive 71/305/CEE du Conseil, du 26 juillet 1971, portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux (JO L 185, p. 5), telle que modifiée par la directive 89/440/CEE du Conseil, du 18 juillet 1989 (JO L 210, p. 1), la Cour (cinquième chambre), composée de MM. P. Jann (rapporteur), président de chambre, A. La Pergola, L. Sevón, M. Wathelet et C. W. A. Timmermans, juges, avocat général: M. F. G. Jacobs, greffier: M. H. A. Rühl, administrateur principal, a rendu le 18 octobre 2001 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

L'article 29, paragraphes 1 et 2, de la directive 71/305/CEE du Conseil, du 26 juillet 1971, portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, telle que modifiée par la directive 89/440/CEE du Conseil, du 18 juillet 1989, doit être interprété en ce sens qu'il permet à un pouvoir adjudicateur qui a choisi d'attribuer un marché à l'offre économiquement la plus avantageuse de l'attribuer au soumissionnaire qui a présenté l'offre dont le coût final est susceptible d'être le moins élevé selon le rapport professionnel d'un expert, à condition que l'égalité de traitement des soumissionnaires ait été respectée, ce qui suppose que la transparence et l'objectivité de la procédure aient été assurées et en particulier:

- que ce critère d'attribution ait été clairement mentionné dans l'avis de marché ou le cahier des charges, et
- que le rapport professionnel soit fondé, pour tous les points essentiels, sur des facteurs objectifs considérés, conformément aux règles de l'art, comme pertinents et appropriés pour l'appréciation opérée.

(¹) JO C 102 du 8.4.2000.

ARRÊT DE LA COUR

(quatrième chambre)

du 11 octobre 2001

dans l'affaire C-254/00: Commission des Communautés européennes contre Royaume des Pays-Bas (¹)

(«**Manquement d'État — Non-transposition dans le délai prescrit de la directive 95/47/CE — Utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision**»)

(2001/C 369/08)

(Langue de procédure: le néerlandais)

(Traduction provisoire; la traduction définitive sera publiée au «Recueil de la Jurisprudence de la Cour»)

Dans l'affaire C-254/00, Commission des Communautés européennes (agent: M. H. van Lier) contre Royaume des Pays-Bas (agents: M. M. A. Fierstra, puis M^e J. van Bakel) ayant pour objet de faire constater que, en ne prenant pas ou en ne communiquant pas toutes les mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 95/47/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à l'utilisation de normes pour la

transmission de signaux de télévision (JO L 281, p. 51), le royaume des Pays-Bas a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive, la Cour (quatrième chambre), composée de MM. S. von Bahr, président de chambre, D. A. O. Edward (rapporteur) et A. La Pergola, juges, avocat général: M. A. Tizzano, greffier: M. R. Grass, a rendu le 11 octobre 2001 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

- 1) *En ne prenant pas et en ne communiquant pas toutes les mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 95/47/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision, le royaume des Pays-Bas a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.*
- 2) *Le royaume des Pays-Bas est condamné aux dépens.*

(¹) JO C 259 du 9.9.2000.

ORDONNANCE DE LA COUR

(deuxième chambre)

du 19 septembre 2001

dans l'affaire C-18/00 (demande de décision préjudicielle du Tribunale civile e penale di Asti): Procédure pénale contre Maurizio Perino (¹)

(«Article 104, paragraphe 3, du règlement de procédure — Directive 75/442/CEE — Stockage de déchets préalablement à une opération de valorisation — Possibilité d'invoquer une directive à l'encontre d'un particulier»)

(2001/C 369/09)

(Langue de procédure: l'italien)

(Traduction provisoire; la traduction définitive sera publiée au «Recueil de la Jurisprudence de la Cour»)

Dans l'affaire C-18/00, ayant pour objet une demande adressée à la Cour, en application de l'article 234 CE, par le Tribunale civile e penale di Asti (Italie) et tendant à obtenir, dans la procédure pénale poursuivie devant cette juridiction contre Maurizio Perino, une décision à titre préjudiciel sur l'interprétation de l'annexe II B, point R 13, de la directive 75/442/CEE du Conseil, du 15 juillet 1975, relative aux déchets (JO L 194, p. 39), telle que modifiée par la directive 91/156/CEE du Conseil, du 18 mars 1991 (JO L 78, p. 32), et par la décision 96/350/CE de la Commission, du 24 mai 1996, adaptant les annexes II A et II B de la directive 75/442 (JO L 135, p. 32), la Cour (deuxième chambre), composée de M. V. Skouris (rapporteur), président de chambre, M. R. Schintgen et

M^{me} N. Colneric, juges, avocat général: M. P. Léger, greffier: M. R. Grass, a rendu le 19 septembre 2001 une ordonnance dont le dispositif est le suivant:

Une directive ne peut pas avoir comme effet, par elle-même et indépendamment d'une loi interne d'un État membre prise pour son application, de déterminer ou d'aggraver la responsabilité pénale de ceux qui agissent en infraction à ses dispositions.

(¹) JO C 79 du 18.3.2000.

Demande de décision préjudicielle présentée par ordonnance de l'Arbeitsgericht Bielefeld, rendue le 24 juillet 2001 dans l'affaire Betriebsrat der Firma ADS Anker GmbH contre ADS Anker GmbH

(Affaire C-349/01)

(2001/C 369/10)

La Cour de justice des Communautés européennes a été saisie d'une demande de décision à titre préjudiciel par ordonnance de l'Arbeitsgericht Bielefeld, rendue le 24 juillet 2001 dans l'affaire Betriebsrat der Firma ADS Anker GmbH contre ADS Anker GmbH, et qui est parvenue au greffe de la Cour le 17 septembre 2001. L'Arbeitsgericht Bielefeld demande à la Cour de justice de statuer sur les questions suivantes:

1. La directive 94/45/CE(¹) du Conseil, du 22 septembre 1994, concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs, et en particulier, ses articles 4 et 11, impose-t-elle à une entreprise ayant son siège au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et tenant lieu de direction centrale au sens de l'article 4, paragraphes 2, deuxième alinéa et 3, de la directive, ou à une entreprise établie au Royaume des Pays-Bas et représentant la direction centrale de l'entreprise qui exerce le contrôle au sens des articles 2, paragraphe 1, sous e) et 3, paragraphe 1, de la directive, de fournir à une autre entreprise établie en République fédérale d'Allemagne, et appartenant au même groupe d'entreprises, des informations concernant les sociétés et établissements du groupe, relatives à leur forme juridique, les structures de représentation des travailleurs et le nombre moyen de travailleurs ainsi que leur répartition entre les divers États membres et entreprises?
2. Dans l'hypothèse où la première question appellerait une réponse affirmative de la part de la Cour de justice: l'obligation d'information porte-t-elle également sur les dénominations des organes de représentation des travailleurs et de leurs représentants devant participer, au nom des travailleurs de l'entreprise ou des entreprises qui en dépendent, à l'institution d'un comité d'entreprise européen?

(¹) JO 1994, L 254, p. 64.